

Brandon-Souris (M. Dinsdale), ne laisse pas d'être clair.

Il est intéressant de noter que Votre Honneur a confondu le député avec moi-même, monsieur l'Orateur. Lorsqu'il était ministre, mon collègue a fait une déclaration à la Chambre pour préciser que la participation fédérale à ces programmes de conservation concernait à la fois des mesures de conservation et de récréation. L'esprit et le but de la mesure étaient alors exprimés avec clarté. Néanmoins, les gouvernements suivants n'y ont pas donné suite.

Quand les autorités chargées de la conservation ont tenté d'obtenir du gouvernement fédéral de l'argent pour améliorer les parcs et autres lieux semblables, il a toujours refusé sous prétexte que la loi ne l'y autorisait pas précisément, et en dépit de ce que le ministre avait pu dire et des engagements qu'on avait pu prendre. J'en rejette le blâme tout entier sur les hauts fonctionnaires du ministère. Ces gens-là, on n'est pas supposé en parler. Ils sont à la fois anonymes et intouchables. Mais je n'accepte pas cette attitude. C'est un secret de polichinelle, les hauts fonctionnaires du ministère s'opposent toujours aux dépenses pour les services de récréation, et ils ont réussi à convaincre les successeurs du ministre d'adopter leur point de vue.

Le gouvernement fédéral a réussi à se soustraire à l'obligation qu'il a de contribuer dans une juste mesure à ces projets de conservation. Grâce à la mesure à l'étude, il lui sera encore un peu plus facile de le faire. Il n'aura pas d'explication à donner, car il ne sera plus tenu de payer un traître sou.

C'est pourquoï, et pour bien d'autres raisons encore, nous sommes nombreux à nous opposer carrément au projet de loi actuel. Le gouvernement fédéral tient à passer pour prendre l'initiative dans le domaine de la conservation et de la lutte contre la pollution des eaux. Tous les Canadiens souhaitent que tel soit le cas. Mais il est clair, d'après la mesure dont nous sommes saisis, que son principal souci est de s'attirer toute la gloriole possible sur le plan des relations publiques, sans dépenser un traître sou, tout en abdiquant la plupart des responsabilités financières qu'il a assumées à cet égard dans le passé.

Le ministre est un homme pour qui j'ai beaucoup d'estime et avec qui j'ai des relations très agréables depuis des années. J'espère qu'il tiendra compte des suggestions de l'opposition, qu'il retirera son bill et qu'il incorporera certaines de nos propositions dans

[M. Nesbitt.]

un nouveau projet de loi—nous ne pouvons sûrement pas tous avoir tort. S'il le fait, il s'attirera sûrement beaucoup d'éloges et d'appui de tous les côtés de la Chambre, surtout s'il ajoute un peu de mordant à la mesure qu'il présente.

● (9.30 p.m.)

**M. John Gilbert (Broadview):** Monsieur l'Orateur, on a raison de dire que nous avons le gouvernement que nous méritons. On a aussi raison de dire que nous avons la pollution que nous méritons. Nous souillons nos lacs, nos rivières, le sol et l'air avec d'énormes quantités de déchets et de produits usés qui polluent et empoisonnent l'air et l'eau et nous empêchent de bien nous nourrir: faut-il s'étonner que notre société d'abondance se transforme en une société d'effluents?

Nous avons eu ce soir le privilège d'entendre le député de Burnaby-Seymour (M. Perrault) qui a donné au débat un ton très élevé. Il a placé la question dans la sphère internationale et il en a parlé avec maîtrise. Le député d'Oxford (M. Nesbitt) a attribué à son parti le mérite de certaines initiatives mises en œuvre aux Nations Unies, et il nous a exposé des problèmes qui nous assailleront peut-être si la mesure est adoptée.

J'espère qu'au comité, ou peut-être même lorsqu'il mettra fin au débat, le ministre répondra à certaines questions que lui a posées le député qui m'a précédé, en particulier au sujet de la participation de 37½ p. 100 aux projets de conservation, qui, d'après un ancien ministre du gouvernement, englobait les installations de loisir. Nous discutons d'une question très importante et 264 députés pourraient sans doute traiter de la pollution puisqu'elle influe sur toutes les régions qu'à titre de députés nous représentons. Comme l'a dit le député de Burnaby-Seymour, elle a des répercussions internationales saisissantes.

J'ai eu la chance de siéger au comité permanent des ressources nationales et des travaux publics qui a été saisi des crédits de deux ministères dont les hauts fonctionnaires ont comparu à titres de témoins. J'ai eu l'impression que les mémoires qu'ils ont présentés au comité et leurs réponses aux questions qui leur ont été posées traduisaient l'inaction du gouvernement. A vrai dire, ils ont parlé d'une ébauche d'étude du problème de la pollution sans présenter aucune solution véritable.

J'ai eu aussi l'avantage de visiter le Centre des eaux intérieures à Burlington en compagnie d'autres membres du comité et j'ai été